

## Introduction générale

L'histoire militaire de notre pays est mal connue. Les rares travaux qui existent sur l'armée congolaise ont, en général, été réalisés par des militaires. Il était temps que des analyses non engagées soient entreprises par des chercheurs congolais pour aider le grand public à s'intéresser au passé de notre armée.

En mettant ce travail à la disposition du public, j'ai voulu obéir à la fois à un devoir de mémoire et à un devoir civique. Car l'histoire de la Force Publique est très présente dans les noms de rues et de places publiques dans nos villes ; elle est un élément constructeur de l'Etat-nation et elle résiste à la patine du temps. Sa connaissance permet de nous situer dans les grandeurs et servitudes du passé de notre pays.

Le titre du présent ouvrage traduit pertinemment bien l'esprit du temps des événements relatés. En effet, dans la propagande coloniale et dans les chansons militaires, les soldats de la Force Publique étaient appelés «soldats de Bula Matari » parce qu'ils étaient au service de Bula Matari, appellation de l'Etat colonial et de l'ensemble des agents de son administration.<sup>1</sup>

---

1 « Bula matadi » signifie en langue kikongo : « casse les pierres ». Le sobriquet « Bula Matari » désigna très tôt l'autorité qui donnait cet ordre lors des travaux de construction au Royaume du Congo. Le sobriquet de « Bula Matari » (briseur de rochers) fut spécialement attribué à Stanley par les gens du Bas-Congo. Il fut ensuite généralisé à tous les agents de l'administration coloniale. Lire à ce sujet : CROCKAERT, J., Boula Matari, Collection Nationale, Bruxelles, 1933 ; BONTINCK, Frans, « Les deux Bula Matari », Etudes Congolaises, XII, 3 (1969), pp. 83-97. « Bula Matari » fut aussi le titre du bulletin trimestriel de l'A.F.A.C. (Association des Fonctionnaires et des Agents de la Colonie). Voir à ce sujet : POUPART, R., Première esquisse de l'évolution du syndicalisme au Congo, pp. 87-88. Concernant le « Soldat de Bula Matari », lire : VAN SCHUYLENBERGH, Patricia, « Soldat de Bula Matari » : Images et propagande dans les deux guerres mondiales du 20ème siècle », Lisolo na Bisu 1885-1960. « Notre histoire ». Le soldat congolais de la Force Publique. M.R.A, Bruxelles, 2010, pp. 165-207.

Le champ d'étude du présent ouvrage n'est pas l'histoire-batailles, aujourd'hui fortement décriée, mais plutôt l'histoire sociale. Même s'il semble pourtant évident que l'histoire polémologique peut et doit aussi être une histoire sociale. Car, en effet, l'importance de l'armée, sa structure, son équipement et son esprit sont étroitement solidaires du milieu social et économique dans lequel elle est levée et organisée ; elle éclaire ce milieu, comme celui-ci les explique.

L'histoire sociale, comme domaine particulier parmi l'ensemble des sciences historiques, s'attache à l'étude de la société et des groupes qui la constituent, dans le temps cyclique, dans la longue durée comme dans le temps court.

L'histoire sociale s'intéresse à la structure. Si par structure, on entend un ensemble organique de rapports et de cohérences, pensé selon la priorité logique du tout sur la partie, de telle sorte qu'aucun élément ne peut être compris en dehors de la position qu'il occupe dans la configuration totale, pour l'historien, une structure n'est jamais stable. Car les contradictions internes, par leur jeu incessant, tendent toujours vers un nouvel équilibre. Une structure n'est donc, pour l'historien, qu'un assemblage, une architecture véhiculée par le temps et qui peut se transformer et s'user avec le temps. Les structures peuvent se poser comme soutiens ou obstacles de l'histoire.

Dans le cadre du temps court, l'histoire sociale a pour objet la microhistoire ; elle s'efforce de décrire les liaisons et les réactions entre les hommes et les groupes : réaction de l'individu aux pressions du milieu social, réaction du milieu à l'acte individuel. En restituant à l'événement et à l'individuel leur dimension sociale, ils prennent toute leur signification historique.

L'historien américain, Richard H. Kohn, a fait un plaidoyer pour l'histoire sociale du soldat américain,<sup>2</sup> en incitant l'historien à aider l'ensemble de sa société à sortir du mythe sur les soldats. Il était fermement convaincu qu'il était possible d'écrire non seulement l'histoire sociale relative aux origines des recrues et à la profession militaire mais aussi à l'interaction entre l'armée et la société.

---

2 KOHN, R. H., „The Social History of the American Soldier. A Review and Prospectus for Research“, *The American Historical Review*, 86, 3 (June 1981), p. 553-567.

En partant du postulat que la vie militaire est une profession, l'historien peut étudier la vie professionnelle et corporative de l'armée.<sup>3</sup> Il peut porter son attention aux effets de rupture des individus avec leur communauté d'origine, leur socialisation au métier des armes et aux aléas de la vie quotidienne des camps.

L'histoire sociale du soldat a pour ambition de resituer le soldat dans son monde de vie (*Lebenswelt*) comme un être éminemment social que l'on regarde souvent sous le prisme déformant de la mythologie. Elle aide à comprendre l'interpellation d'un François Malbosc qui considère que les civils ne savent pas suffisamment les dures conditions de la vie sous le drapeau.<sup>4</sup>

Cette histoire sociale du soldat peut aider à éclairer des questions relatives au processus de socialisation, aux standards du métier, à la configuration de sa conduite, à la formation de son esprit, de sa conscience et de son caractère et à la perception de son statut dans la société.

Ma réflexion a été inspirée par un rapport présenté, en 1920, au premier Congrès colonial sur l'éducation professionnelle du Noir, par M. Grenade, alors président de la Cour d'appel de Boma, qui disait ce qui suit :

*« Le soldat congolais est notre chef-d'œuvre. Ce n'est pas un sauvage affublé d'uniforme, un automate du fusil, une brute obsédée du désir de massacrer et de piller ; c'est un homme que l'éducation militaire a transformé moralement autant que physiquement et qu'elle a poussé à un point que les habitants de son village n'atteindront pas avant longtemps s'ils ont laissés à eux-mêmes ».*

Cette affirmation m'a permis de poser la question de savoir si la Force Publique avait réellement fonctionné comme une force unificatrice, en fait comme un creuset dont les soldats faisaient preuve d'esprit de corps, de discipline et de loyauté envers l'Etat colonial et si les conditions de vie du métier de soldat étaient satisfaisantes. Si tel était le cas, comment alors expliquer les fréquentes mutineries qui ont émaillé l'histoire de l'armée tout au long de la colonisation et le comportement très violent de l'armée vis-à-vis de la population civile.

Pour essayer de répondre à toutes ces questions, il me fallait une méthode appropriée.

---

3 BARBER, B., « Towards a Definition of the Professions », *The Political Influence of the Military. A Comparative Reader.* Edited by A. PERLMUTTER and V.P. BENNETT, Yale University Press, New Haven and London, 1980, pp.30-32.

4 MALBOSC, F., *Civils si vous saviez...* François Maspéro, Paris, 1977.

Sur le plan méthodologique, l'histoire sociale demeure essentiellement descriptive. La description l'emporte sur la mesure, ce qui ne signifie pas qu'elle ne doive pas tendre, en mettant à jour les relations nécessaires, à l'explication. De là le dépassement de la description et le recours à la mesure et au quantitatif. Le quantitatif est valable aussi bien pour l'analyse des groupes sociaux, le dénombrement des catégories sociales que pour l'évaluation de leurs revenus, etc. S'il est nécessaire de compter, il faut bien se convenir que compter ne suffit pas.

Cette étude situe le soldat noir au sein des structures de la F.P. et dans le conditionnement social où il évolue et s'intéresse, par ailleurs, aux interrelations entre les officiers et les hommes de troupe, à travers la politique d'encadrement du soldat, aux problèmes de brassage social au camp et aux rapports des soldats avec la population civile.

Sur le plan documentaire, ce travail a été élaboré grâce à l'apport de plusieurs sources d'inégale valeur : des sources écrites (archives, publications officielles, des travaux édités), des sources photographiques et des témoignages oraux.

J'ai pu avoir accès, en 1979, aux Archives et Musée du Service d'Éducation et d'Information des Forces Armées Zaïroises à Kinshasa. Ce service de documentation a été malheureusement pillé lors de l'arrivée de l'A.F.D.L. en 1997.

Quant à la Bibliothèque de l'Auditorat Général, elle ne s'est pas révélée intéressante pour une étude sur la vie des soldats congolais de la Force Publique. On y retrouvait surtout des travaux très techniques sur les théories du génie, de la tactique et de la stratégie.

Les *Archives Nationales du Congo*, à Kinshasa, ont reçu 352 pièces de l'ancien 2<sup>e</sup> Groupement de Léopoldville. Ce sont des liasses, des registres et des dossiers constituant un fonds sur la Force Publique. Ce fonds est classé en Paquets (P.) contenant chacun un certain nombre de pièces inventoriées. Mais sur les 352 pièces, il n'existe aucun document antérieur à 1923, 50 pièces couvrent la période de 1923 à 1940 et le reste s'étale sur la période de 1940 à 1960. De plus, on y retrouve surtout des problèmes d'Européens, d'inventaire d'armes et de munitions, des effets d'habillement et rarement des rapports sur les problèmes sociaux des soldats.

Il y a aussi les 11.000 dossiers individuels que le Département des Anciens Combattants avait versés, en 1981, aux Archives Nationales du Congo. Ces dossiers nous renseignent essentiellement sur l'identité de chaque soldat, son recrutement, ses promotions, son entrée en service et sa sortie de service, ses mutations, sa conduite, ses effets d'habillement,

d'équipement et de couchage et autres données sur les soldats.<sup>5</sup> La plupart des dossiers concernent la période allant de 1950 à 1960. Il convient de noter qu'on y retrouve également 150 dossiers des pionniers de la Force Publique, couvrant la période de 1886 à 1918. Il existe également des dossiers non inventoriés pour la période allant de 1919 à 1950.

J'ai également consulté à Lubumbashi, les *Archives Provinciales du Katanga*, pour compléter certaines informations, notamment sur les mutineries de 1944 et les *Archives du Parquet Général de Lubumbashi* qui m'ont fourni quelques documents émanant du 1<sup>er</sup> Groupement de la Force Publique à Elisabethville et ceux concernant la Sûreté de l'Etat.

Les publications officielles (*Compte Rendu Analytique du Conseil Colonial*, *Bulletin Officiel*, *Bulletin Administratif et Commercial*, *Recueil Mensuel*, *Rapport Annuel sur l'Administration du Congo Belge*, *Mouvement Géographique*, *Moniteur Congolais*) m'ont aidé à cerner l'évolution des structures de la Force Publique et la vision officielle des faits étudiés.

Les *Instructions et Règlements de la Force Publique*, relatifs à l'organisation, au fonctionnement, à l'emploi des forces, au génie etc., ont été édités par l'Etat-major Général de la Force Publique. Ces documents avaient un caractère confidentiel parce qu'ils avaient souvent comme mention : « Communication réservée ». Car ils étaient exclusivement réservés au service. Leur emploi abusif ou leur détention irrégulière exposait à des poursuites judiciaires. De tels documents peuvent encore être retrouvés à la Bibliothèque Nationale du Congo à Kinshasa.

Il faut aussi mentionner les manuels d'information et de formation qui étaient publiés par le Service d'Education de la Force Publique de l'Etat-major Général de la Force Publique. Ce service éditait également le « *Bulletin Militaire* », bimensuel publié en français, et destiné principalement aux officiers et sous-officiers de l'armée active et du cadre de réserve de la Force Publique. Il parut régulièrement de 1942 à 1967.

Ce bulletin tenait le cadre européen au courant des dernières études militaires faites en Belgique, au Congo et dans les pays étrangers. De nombreux officiers collaboraient à cette publication. Elle était très appréciée à l'Ecole Royale Militaire et servait de moyen de liaison avec les Etats-majors des colonies voisines. Elles étaient tirées à 1.200 exemplaires. On y trouve des articles sur l'histoire de la Force Publique, des réflexions sur des questions tactiques et stratégiques, des leçons morales, des informations sur

---

5 Le modèle de la fiche individuelle du soldat se trouve en Annexe I à la fin du livre.

la vie à la Force Publique et la liste de nouvelles acquisitions de la Bibliothèque de l'Etat-major Général de la Force Publique.

Le Commandement de la Force Publique éditait également, en lingala, un bimensuel, à l'intention de toutes les unités et de tous les camps, intitulé « *Nsango ya Bisu* » (*Nos Nouvelles*). Ce journal des soldats était rédigé et imprimé par des gradés et soldats congolais. Le premier numéro parut le 1<sup>er</sup> mai 1944. Ce journal, d'une vingtaine de pages, contenait plusieurs rubriques : « *Ndenge na ndenge* » (Faits divers) contenant des actualités sur la F.P., « *Mpo ya Basi* », pages consacrées aux femmes, « *Mpo ya Bana* », pages consacrées aux enfants, « *Radio ya Bisu* », pages contenant des nouvelles radiodiffusées, « *Photo ya Bisu* », contenant des illustrations photographiques et une page présentant de nouvelles parutions musicales et des pages sur les activités sportives.

En outre, des feuillets régionaux destinés aux soldats, comme « *Brigade ya bisu* » (Notre Brigade) et « *Lolaka ya bisu* » (Notre Voix) étaient aussi édités.

Quant aux travaux, il existe trois classiques de l'Histoire militaire du Congo. Il s'agit de l'ouvrage paru en 1906 et publié par Lejeune-Choquet sur *l'Histoire militaire du Congo*, du livre de Flament consacré à *La Force Publique de sa naissance à 1914* et paru en 1952, et de celui du Général Janssens sur *l'Histoire de la Force Publique*, paru en 1979.

Ces trois ouvrages appartiennent à ce que Jean-Luc Vellut qualifie de « courant héroïque » parce qu'il fait une célébration de la Force Publique comme une machine à progrès et à exploits.<sup>6</sup> Selon lui, cette vision héroïque donne une image de la F.P. agissant comme un corps militaire dont le rôle est celui de garant de l'ordre là où il n'y a que désordre, de la civilisation là où il n'y a que barbarie et qui ne fut pas économe de son sang ni du sang des autres pour la défense de la cause de la Belgique dans le monde.

L'ouvrage de Lejeune-Choquet est le premier qui étudie l'histoire de la Force Publique dans une perspective de l'histoire-bataille classique. Il traite des explorations, des expéditions, des campagnes arabe et mahdiste et des mutineries sous l'E.I.C. L'auteur s'efforce de faire une relation des faits dans leur succession temporelle et leur contexte géographique.

Le second ouvrage a été rédigé, suivant la directive du Lieutenant-Général Auguste Gilliaert, par le capitaine-commandant F. Flament, en collaboration avec le capitaine-commandant F. Vandewalle, le capitaine-commandant J. Dargent, le capitaine J. Van Moll et H. Franckx. L'ambition

---

6 VELLUT, J.L., „La Force Publique dans l'histoire du Congo. Le « Point de vue Africain : quelques réflexions », Défense et maintien de l'ordre en Afrique centrale 1908-1962, CHM, MRA, Bruxelles, 1994, p. 64.

des auteurs, en écrivant ce livre, était de faire un plaidoyer 'pro domo' en essayant tout d'abord de dire spécialement aux officiers et sous-officiers, nouvellement venus à la Force Publique, comment cette institution est née, quels furent ses débuts, ses gloires, ses vicissitudes et ensuite de fournir aux chercheurs curieux des renseignements facilement exploitables sur l'armée coloniale des temps héroïques de l'exploration, de la pacification et de l'occupation du Congo. Ce livre veut, en fait, raconter l'histoire officielle de la Force Publique, une histoire du vainqueur qui a tendance à grandir sa victoire en justifiant ou en exaltant ses propres actes tout en barbarisant les actes de bravoure ou de résistance locale.

Le troisième ouvrage, qui est l'œuvre du Lieutenant-Général Emile Janssens, dernier Commandant en chef de la F.P., montre comment le Roi Léopold II a apporté la civilisation en Afrique centrale, comment Congolais et Belges travaillèrent ensemble à créer un pays merveilleux, qui passa de l'obscurité à la clarté, comment la F.P. a participé à l'occupation effective du territoire et a évolué depuis l'Etat Indépendant du Congo jusqu'à son éclatement en 1960. On peut constater, dans le style de l'auteur, un sentiment d'autosatisfaction et une invitation lancée aux Congolais pour avoir une attitude de vive reconnaissance envers les bienfaits des Belges. Cet ouvrage est surtout intéressant à cause de sa riche documentation photographique.

Il existe un autre courant historiographique qui, selon Vellut, donne une vision résistancialiste de l'histoire, en mettant en exergue les moindres épisodes de tension ou de contradiction dans la société africaine colonisée pour les réduire à des manifestations de résistance populaire contre la domination coloniale. L'armée coloniale est perçue comme un outil au service de l'exploitation coloniale.<sup>7</sup>

C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire la thèse présentée en 1986 par Charles Sikitele Gize sur l'« *Histoire de la Révolte des Pende de Kwilu de 1931* » et surtout l'ouvrage de Guy de Boeck, sur « *Baoni : Les révoltés de la Force Publique sous Léopold II. Congo 1895-1908* », paru en 1987, dans lequel l'auteur montre comment les soldats révoltés ont été les avant-gardistes de la libération anticoloniale.

Louis-François Vanderstraeten, ancien officier de la Force Publique, dans sa thèse publiée en 1985 et intitulée : « *De la Force Publique à l'Armée Nationale Congolaise. Histoire d'une mutinerie juillet 1960* », étudie l'histoire de la mutinerie de juillet 1960 en l'inscrivant dans la trame du rôle joué par la Force Publique dans la course du Congo vers l'indépendance. Il commence par jeter un regard sur le contexte politique, la situation de la Force Publique

---

7 Ibid.

à l'époque, le problème du maintien de l'ordre, de l'africanisation des cadres, du moral et de la discipline à la Force Publique avant, pendant et après l'émeute du 4 janvier 1959. L'ouvrage étudie ensuite le processus d'effondrement de la Force Publique du 30 juin 1960 jusqu'au 12 juillet 1960. Il explique les faits en identifiant la nature des violences, les victimes, les auteurs, les motivations et essaie d'établir les responsabilités aussi bien dans le chef du gouvernement belge, du gouvernement congolais que des cadres de la F.P., des Forces métropolitaines et de la question d'africanisation.

Il convient enfin de mentionner la thèse du Lieutenant-colonel Bryant P. SHAW, professeur au département d'histoire à l'Académie des Forces Aériennes des Etats-Unis, à Colorado, présentée à l'Université de Wisconsin-Madison, en 1984 et intitulée : « *Force Publique, Force Unique : A Military History of the Belgian Congo, 1914-1939* » (Force Publique, Force Unique : une histoire militaire du Congo Belge, 1914-1939). L'auteur s'y intéresse au rôle de l'armée coloniale dans sa double mission de force armée, chargée de la conquête militaire du Congo, et de force de police, chargée du maintien de l'ordre public. Comme armée, la Force Publique exigeait un entraînement militaire constant dans des unités cohésives. Comme force de police, elle était placée sous le contrôle des administrateurs civils dispersés à travers le Congo, ce qui donnait l'impression que la Force Publique était un regroupement d'une série de bandes armées déconnectées les unes des autres. Shaw considère que la dualité de cette mission constituait un dilemme qui était souvent à l'origine des tensions au niveau le plus élevé de l'Etat surtout durant la période entre 1914 et 1939.

Plusieurs essais ont été amorcés par des nationaux, sous forme de mémoire de licence dans les universités et de travaux de fin de cycle dans les instituts supérieurs mais ils restent tributaires de la carence des sources.

Des sources photographiques relatives à la Force Publique existent encore aux Archives Nationales du Congo et à la Bibliothèque Nationale du Congo. On en trouve également dans des collections privées des missionnaires et des familles des anciens combattants. La qualité des photos n'a pas souvent permis de les mettre à contribution.

La Congrégation des Pères de Scheut, par exemple, avait édité de nombreuses cartes postales, au fil des années d'évangélisation, presque uniquement dans le but de faire connaître les activités de la congrégation et les circonstances de vie des missionnaires au public belge. Quatre de ces cartes, ayant un intérêt d'histoire militaire du Congo, ont été insérées dans ce travail.

Enfin, pour compléter les lacunes des sources écrites, j'ai eu recours, durant mes recherches, en 1979-1980, aux sources orales. J'ai interrogé non

seulement quelques anciens combattants, habitant la ville de Lubumbashi, pour connaître leur expérience de vie militaire mais aussi deux vieux du village pour savoir leurs souvenirs sur les méthodes de recrutement, des militaires actifs et des fils des anciens combattants. Les enquêtes orales ont obéi aux techniques modernes d'enquête en la matière<sup>8</sup> et ont permis d'enrichir ou de corriger certaines informations écrites.

La présente étude commence en 1885, parce que la Force Publique fut créée par le décret du 30 octobre 1885. Cependant, c'est l'année 1886 qui était considérée, dans la Force Publique, comme celle de la naissance officielle de cette institution avec la nomination, le 17 août 1886, du capitaine adjoint d'état-major, Léon Roget, comme premier commandant de la F.P., à Boma. L'ouvrage se termine en 1960 parce que cette année marque non seulement la fin de la colonisation belge au Congo mais aussi l'effondrement de la F.P., à laquelle fut substituée, le 8 juillet 1960, l'Armée Nationale Congolaise.

Outre cette introduction et la conclusion. Cette étude comporte trois parties. La première partie est consacrée à la vie des soldats de la Force Publique des origines jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale. La seconde partie est consacrée l'étude des conditions de vie des soldats de l'Entre-deux-guerres jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La dernière partie s'intéresse à la période allant de la fin de la Seconde Guerre Mondiale à l'indépendance, en 1960.

---

8 YOW, V.R., Recording Oral History. A Practical Guide for Social Scientists. Sage Publications, Thousand Oaks, London, New Delhi, 1994.

